

<p><b>Secrétaire ( Gestion Fiscale )</b> : Florence Leclercq – SIE La Rochelle Ouest – Tél / 05.46.27.58.04 <b>Secrétaire adjoint ( Gestion Publique )</b> : Laurent Lespinasse – TG Logistique - Tél / 05.46.00.39.53 <b>Trésorier ( Gestion Publique )</b> : Claudine Gautronneau –très Rochefort Municipale Tél : 06.37.01.35.17 <b>Trésorière adjointe ( Gestion Fiscale )</b> : Marguerite Guillard – SIE Marennes – Tél / 05.46.85.83.58</p>
--

## COMPTE RENDU DU CTPD DU 14 JANVIER 2011

L'administration avait convoqué une seconde fois le CTPD Emplois ce vendredi 14 janvier suite au boycott de toutes les organisations syndicales de la première convocation.

Force Ouvrière était seule à siéger cette fois-ci, estimant que la politique de la chaise vide que nous avons menée les 2 années précédentes n'était pas la bonne méthode face à l'aveuglement de l'administration sur les suppressions d'emplois.

Force Ouvrière tenait particulièrement à siéger pour acter officiellement les revendications, les inquiétudes et la situation devenue dramatique pour les agents de Charente-Maritime.

Le premier sujet abordé était le volet emplois 2011, **-29 emplois**.

Nous avons alerté le directeur sur le point de non retour atteint sur l'ensemble des services et des postes comptables concernant la charge de travail.

Aujourd'hui, la santé physique et morale des agents est en jeu et la responsabilité de notre direction engagée.

La parité administrative a déroulé la liste des emplois supprimés dans la filière fiscale ( - 17 C et + 2 A ), puis dans la filière gestion publique ( - 21 C et + 7 B ).

La majorité des suppressions est justifiée au nom de « **l'efficience** », formule magique pour qualifier l'atteinte des objectifs en période de suppressions d'emplois.

Nous avons dénoncé l'absence de prise en compte des anomalies télédéclaratives qui entraînent une charge de travail considérable, mais non quantifiées tant au niveau national que départemental. Après diverses argumentations, le président a admis les nombreux dysfonctionnements des outils informatiques, que l'administration centrale s'est engagée à résoudre rapidement. On espère que la DGFIP fera preuve de plus de compétence que pour la mise en place hâtive d' Agora !!!

Nous avons dénoncé, moins d'un an après leur mise en place, les suppressions d'emplois dans les SIP notamment celui de La Rochelle Est, qui perd 2 emplois en 2011.

Nous avons demandé, de façon ironique, la date de transfert définitif des Conservations des Hypothèques aux offices notariaux, au vu des nombreuses suppressions d'emplois subies par ces services. Le président a répondu qu'à partir de 2012, une réflexion sera menée sur le maintien des conservations des hypothèques les moins importantes. Il en sera de même pour les petites trésoreries !!!!!

Force Ouvrière ne se fait aucune illusion sur l'avenir du service public républicain si la majorité actuelle est reconduite aux élections 2012.

Pour faire face aux surcharges de travail inévitables dans un tel contexte, le président nous a précisé qu'il est intervenu auprès de la DGFIP pour combler les 2 emplois vacants sur l'EDRA ( équipe de renfort de la filière fiscale ).

De plus, il nous a signifié qu'il avait diligenté un audit départemental sur les SIP, les CDI-CDIF, et l'accueil du public. Les conclusions de cet audit devraient permettre de dégager les priorités dans l'exécution des tâches et des simplifications de procédure, et ainsi permettre aux unités de continuer de fonctionner malgré la surcharge de travail .....le tout est d'y croire !!!

Force Ouvrière a dénoncé la situation intenable à laquelle les chefs d'unité et les agents sont confrontés, incapables de tenir les objectifs assignés avec les moyens humains et matériels mis à disposition.

Nous avons aussi condamné le fait que l'ensemble du réseau ne soit pas concerné par cet audit, excluant principalement les trésoreries, les SIE et les conservations des hypothèques.

Suite au listage des suppressions d'emplois dans la filière gestion publique par la Direction, nous avons dénoncé notamment, la situation de la Paierie Départementale qui a besoin régulièrement d'un agent de l'équipe de renfort et à laquelle on supprime 1,5 emploi . Nous avons aussi mis l'accent sur les difficultés de la Trésorerie de Rochefort Municipale à assurer sa mission d'accueil du public, grandement multipliée depuis la restructuration sur ce site ( départ de la trésorerie de Rochefort Banlieue vers le SIP ) 22185 visiteurs en 2010 contre 16719 en 2009.

La Direction est également impactée par les suppressions d'emplois ( - 6,5 ), notamment avec la mise en place de Chorus. Nous avons demandé la ventilation des suppressions par service sur la filière fiscale. La réponse sera connue lors du mouvement local de mutation de juin, mais le président a précisé que le service Budget-Logistique sera forcément impacté par « l'effet Chorus ». Nous avons fait remarqué qu'il était prématuré d'anticiper des suppressions d'emploi avant que ce nouveau logiciel ne montre son efficacité réelle dans l'économie des tâches.

Nous avons dénoncé la non compensation d'emploi liée au transfert de la mission de centralisation de comptabilité du SIE LR Est vers le service comptabilité de la Direction.

Nous avons conclu le débat sur les emplois en rappelant que la conscience professionnelle des agents de la DDFIP 17 était sans faille, contrairement à leur santé morale et physique.

Vote sur le volet emploi : **FO a évidemment voté « contre »**, la Direction sans surprise, « pour ».

Après l'évocation des 2 autres sujets à l'ordre du jour, à savoir le choix des plages horaires variables proposé aux 9 trésoreries ouvertes 4,5 jours, et le droit d'option d'intégration dans les filières technique et administrative des agents de la catégorie C, nous avons abordé les sujets divers.

Nous avons demandé à la Direction à quelle date les agents pourront espérer être remboursés de leurs frais de déplacement, suite aux dysfonctionnements d'Agora. Pas de réponse ....

Nous avons souligné le caractère scandaleux de cette situation qui reflète l'incapacité de la DGFIP à anticiper les problèmes basiques liés à la fusion. Notre syndicat national lors du CTPC du 06 Décembre 2010 avait déjà alerté la Direction sur l'insuffisance des moyens informatiques mis en œuvre pour l'extension d'Agora à l'ensemble des agents de la DGFIP. On constate aujourd'hui le résultat ....

Nous avons également dénoncé la décharge totale de la gestion du personnel sur les encadrants du réseau, imposée par ce nouvel outil.

Nous avons rappelé notre attention toute particulière sur le dossier de la gestion des HLM par la TPM LR. La Direction s'est engagée à nous communiquer toute information concernant l'évolution de cette affaire, et notamment toute réflexion engagée sur le devenir des agents concernés.

Nous avons aussi attiré l'attention de la Direction sur le réaménagement du site de Marennes, les agents demandant l'installation du local courrier au rez-de-chaussée.

Vos représentants en CTPD: Florence Leclercq, Valérie Berthelin, Laurent Lespinasse, Claudine Gautronneau et Benjamin Essayan.